

Déclaration de Copenhague

NOUS, MEMBRES DU COMITE DES REGIONS, représentants élus des territoires, communes, villes et régions de l'Union européenne,

CONSIDERANT que les changements qui ont affecté les villes européennes au cours des siècles ont permis la répartition de la population, la stimulation des échanges et de la créativité dans différents domaines du droit, de la politique ou de l'économie;

CONSIDERANT que, face à la transformation industrielle, la mondialisation et l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, des disparités se sont creusées entre les villes, imputables aussi bien à des contraintes naturelles, structurelles ou historiques, qu'à des capacités institutionnelles parfois défaillantes;

CONSIDERANT que les villes doivent faire face aux exigences sans cesse renouvelées de leurs habitants dans un contexte de restrictions des finances publiques et œuvrent à l'établissement d'un cadre de vie satisfaisant et épanouissant, qui passe autant par la qualité architecturale que par une meilleure accessibilité des services;

CONSIDERANT que vingt ans après le troisième Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, les objectifs de développement durable et de lutte contre la pauvreté n'ont toujours pas été atteints et que le Sommet Rio+20 constituera une opportunité pour renouveler l'engagement politique en faveur d'une action intégrée et globale pour le développement urbain durable;

CONSIDERANT, enfin, que de multiples exemples européens montrent les capacités locales à faire face aux défis internes de la cohésion, de la sécurité, du chômage et de la pauvreté ainsi qu'aux pressions externes liées à l'environnement, aux migrations ou encore à la concurrence internationale;

DECLARONS que l'Union européenne a un rôle essentiel à jouer pour réduire les disparités territoriales notamment grâce à un budget européen adéquat, à une politique de cohésion renforcée et à un cadre politique et législatif propice au développement et à l'autonomie des villes;

AFFIRMONS que l'action de l'Union européenne ne pourra être suivie d'effets concrets que si les villes et les régions obtiennent une place importante dans la mise en œuvre de la Stratégie Europe 2020 et deviennent des sujets à part entière de la gouvernance à multi-niveaux;

RAPPELONS que les villes sont des échelons essentiels de la démocratie qui, dans le cadre de la gouvernance à multi-niveaux et d'une mise en œuvre améliorée du principe de subsidiarité, peuvent développer de nouveaux modes de participation citoyenne à la vie publique et politique;

PROCLAMONS NOS AMBITIONS POUR LES VILLES EUROPEENNES:

POUR DES VILLES PLUS BELLES, PLUS ATTRAYANTES ET PLUS VERTES, réaffirmons notre engagement pour des villes neutres en émissions de gaz à effet de serre, économes dans toutes leurs consommations et soucieuses d'être efficaces dans leur production. L'aménagement de l'espace doit garantir la complémentarité entre les zones urbaines et les espaces naturels, tout en veillant à préserver et à valoriser le patrimoine naturel et culturel y compris architectural;

RAPPELONS que les villes sont en première ligne pour conduire le développement durable à travers les politiques de logement, de rénovation urbaine, de gestion des ressources - notamment les énergies renouvelables, l'eau et les déchets - et de transports urbains faisant une plus grande place aux transports collectifs et aux mobilités douces;

POUR DES VILLES PLUS INCLUSIVES, souhaitons que soit reconnu le fait que les villes sont avant tout des lieux du "vivre ensemble" où la solidarité doit être un objectif permanent : accessibilité aux services publics pour tous, refus des lieux de relégation, réponses aux situations de pauvreté, volonté de mixité sociale des populations, notamment à travers le développement de politiques favorables au vieillissement actif, à l'innovation sociale ou encore à la solidarité intergénérationnelle et interculturelle;

POUR DES VILLES PLUS COMPETITIVES, insistons sur la nécessité pour les villes d'investir en priorité dans le capital humain, l'éducation et la santé, les infrastructures physiques et les nouvelles technologies afin de développer l'innovation, la recherche et la créativité pour la création d'emplois de qualité, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des citoyens;

POUR DES VILLES MIEUX INTEGREES DANS LEUR TERRITOIRE, souhaitons renforcer, dans un souci de développement harmonieux entre les zones urbaines et rurales, la connexion des villes aux réseaux de transport européens et leur capacité à développer des échanges et des liens avec les espaces périurbains et ruraux les environnant, afin d'éviter l'étalement urbain, de favoriser la formation d'un réseau équilibré de villes petites et moyennes et de privilégier les produits agricoles de proximité;

DEMANDONS:

- que L'UNION EUROPEENNE réponde à ces ambitions en soutenant financièrement une politique urbaine horizontale pour l'Europe de demain;
- que LA STRATEGIE EUROPE 2020 soit territorialisée pour libérer une dynamique ascendante et innovante portée par les villes et les régions;
- que LES POLITIQUES EUROPEENNES accordent une place accrue à la coopération territoriale entre les villes européennes;
- que LE ROLE DES VILLES ET DES REGIONS dans l'élaboration et le pilotage des politiques européennes, et notamment des stratégies intégrées de développement durable des territoires et vers une économie neutre en carbone, soit renforcé;
- que LA PARTICIPATION des villes et des régions devienne obligatoire dans le cadre d'une mise en œuvre concrète et automatique de la gouvernance à multi-niveaux;
- que LE PROCESSUS DE DECENTRALISATION à l'œuvre au sein de la plupart des États membres de l'Union européenne, allant de pair avec l'autonomie financière des villes et des régions, soit approfondi en conséquence;
- que LES POLITIQUES EUROPEENNES valorisent le rôle des "équipes locales d'action", composées d'élus, de praticiens et des acteurs de la société civile qui sont capables de mener à bien le changement en mobilisant des partenaires dans le cadre d'approches intersectorielles et intégrées;
- que CETTE VISION DE LA VILLE DE DEMAIN, le rôle des politiques urbaines et le modèle européen de société soient défendus et respectés dans le cadre du Sommet de la Terre Rio + 20 et d'autres initiatives en faveur du développement durable comme le Pacte des Maires. Le Sommet Rio+20 devrait, en particulier, reconnaître la nécessité d'intégrer les politiques de développement urbain durable comme un élément clef des politiques nationales de développement durable.

Copenhague, le 23 mars 2012
